

n° 149

FSU 72 enjeux

EDUCATION . RECHERCHE . CULTURE . TRAVAIL . EMPLOI . JUSTICE . TERRITORIALE . AGRICULTURE

Dispensé de timbrage

Le Mans CTC

Déposé le

24 Juin 2024

LE MANS PPDC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

LA FSU 72 APPELLE À VOTER POUR LE **N**OUVEAU **F**ront **P**OPULAIRE

CE N'EST PAS

UN ÉNIÈME APPEL AU VOTE UTILE.

UNE SOUMISSION À UN PROGRAMME.

UNE RUPTURE DE L'INDÉPENDANCE SYNDICALE À L'ÉGARD DU POLITIQUE.

C'EST

RÉPONDRE À L'URGENCE EXTRÊME ET INÉDITE, IMPOSÉE PAR LA DISSOLUTION.

ÉVITER LA VIOLENCE INSTITUTIONNALISÉE QUE SERAIT L'IRRUPTION D'UN GOUVERNEMENT RN.

METTRE EN OEUVRE UNE POLITIQUE SOCIALE, ÉCOLOGISTE, FÉMINISTE ET DÉMOCRATIQUE.

F

S

U. 72

APPELER À VOTER NFP... CE N'EST PAS

CE N'EST PAS UN ÉNIÈME APPEL AU VOTE UTILE. C'EST UN ESPOIR RÉEL.

La gauche qui se fédère aujourd'hui n'est plus la même que celle d'hier : une période se termine durant laquelle, depuis 50 ans, elle est passée à côté des conditions de vie des plus précaires. Le mouvement des Gilets Jaunes nous a ouvert les yeux sur ce décrochage.

Chacun-e voit bien aujourd'hui les limites de ce qui s'apparente à une verticlaïté, qu'elle soit autour d'une personnalité ou autour d'un appareil. Pour toutes les composantes de la gauche l'urgence impose d'abandonner la recherche hégémonique pour celle de l'unité.

Le Nouveau Front Populaire reconnaît "des" identités de gauche tout en faisant l'unité sur l'essentiel. Il agrège les revendications syndicales, les combats associatifs à l'unité politique. C'est une idée neuve à l'échelle de nos vies.

CE N'EST PAS UNE SOUMISSION À UN PROGRAMME.

C'est se fédérer autour d'un commun pour mieux construire ensuite un processus démocratique destiné à résoudre les dissensus qui parcourent la gauche.

Les programmes syndicaux sont proches de celui du NFP, mais pas les mêmes. Pour seul exemple, l'exigence du SMIC pour la CGT est de 2000€ bruts par mois. Elle n'est que de 1600€ pour le NFP. La FSU demande l'abrogation de la loi Blanquer, pas le programme du NFP.

Il n'y a donc aucun blanc seing accordé. Pas de délégation de pouvoir aux député-es élu-es, mais bien un contrôle qui s'exercera dans la rue, dans les entreprises, dans les services, dès le lendemain de la victoire du NFP si elle a lieu.

CE N'EST PAS UNE RUPTURE DE L'INDÉPENDANCE SYNDICALE À L'ÉGARD DU POLITIQUE.

L'apolitisme longtemps argument de droite et aussi du

réformisme est aujourd'hui celui de l'extrême droite : il y a encore quelques mois il était l'expression d'acceptations conservatrices (je ne fais pas de politique; les choses sont comme elles sont), ou un mantra syndical explicatif de positions syndicales réformistes.

Encore aujourd'hui la Charte d'Amiens est brandie par plusieurs syndicats comme totem de l'indépendance entre syndical et politique. Pourtant s'il est vrai qu'elle exprime l'impératif de séparer organiquement les organisations politiques de celles syndicales, elle théorise aussi une "double besogne" qui comprend une dimension politique.

Deux extraits révélateurs illustrent cela :

-d'un côté elle promeut "la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc." et -d'un autre elle précise : (le syndicalisme) "prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, et d'autre part, il préconise comme moyen d'action la grève générale. Il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.".

Peut-on faire plus politique?

L'apolitisme est devenu un empêchement à penser le politique qui accompagne pleinement les modes de pensée d'extrême droite. Ces derniers ne veulent voir que des coupables à exterminer, plutôt que les causes politiques des inégalités, de la précarité et de la pauvreté.

L'indépendance est là. L'apolitisme non. Devant le péril de l'extrême droite, rester sur un apolitisme, c'est se paralyser dangereusement.

APPELER À VOTER NFP... C'EST

C'EST RÉPONDRE À L'URGENCE EXTRÊME ET INÉDITE, IMPOSÉE PAR LA DISSOLUTION

Le psychanalyste Roland Gori exprime sur le **2** média Reporterre le 18 juin dernier :

"Je ne pense pas qu'on puisse voir cette dissolution comme un geste démocratique, au regard du temps qu'il laisse à tout le monde pour s'organiser. Trois semaines, c'est le temps de l'urgence, de la précipitation et des stratégies du chaos. Pas celui de la démocratie.

La pensée demande du temps. C'est ce que disait le philosophe Jean-François Lyotard : « Dans un univers où le succès est de gagner du temps, penser n'a qu'un défaut, mais incorrigible : d'en faire perdre. » Or, la stratégie de Macron depuis le début est de nous empêcher de penser en considérant que c'est une perte de temps et que nous devons produire, agir, etc.

Si on ne met pas en place les conditions sociales qui permettent de penser, de parler et de débattre, la démocratie est altérée. Il faut réhabiliter la parole, non seulement dans l'espace spécifiquement politique, mais aussi dans l'éducation, le soin, l'information, la recherche, le travail social ou la culture."

C'EST ÉVITER LA VIOLENCE INSTITUTIONNALISÉE QUE SERAIT L'IRRUPTION D'UN GOUVERNEMENT RN

Les forces politiques proposent et instaurent des formes d'organisation de la société. L'extrême droite, et c'est ce qui la situe hors champ démocratique, si elle prétend avoir un programme économique, social, politique, remplace en fait toute pensée organisatrice de la société par une démarche fondée sur des exterminations symboliques. Ce sont ces mots qu'on retrouve au travers des discours sécuritaires, qui accusent le voisin, l'autre, celui d'à côté, le ou la différent-e qu'on connaît mal.

Ces exterminations sont aussi réelles quand des groupes fascistes, néo nazis, assassinent, tabassent, sur des critères de physionomie, d'appartenance religieuse ou politique. Le 7 juillet sera ce temps, si ces forces prennent le pouvoir, d'exacerbation de cette violence.

Pour illustration citons ces derniers jours les propos, tenus devant la police alors qu'ils venaient d'être arrêtés pour faits de violence,

des comparses de Gabriel Loustau, fils d'Axel Loustau responsable RN : "vivement dans 10 jours qu'on puisse casser du PD tranquillement".

Désignation hier du juif, du franc maçon, du communiste, du faible mal formé, aujourd'hui du migrant, du musulman, du sans travail qui abuserait de la protection sociale, du ou de la féministe accusé-e de wokisme, du prétendu islamo-gauchiste, du prétendu antisémite. Peu importe le fondement raisonnable des arguments. Plus c'est simple et gros, plus ça marche, plus c'est amplifié par les algorithmes des réseaux sociaux.

Le hold up que produit l'extrême droite c'est de faire croire, par l'occupation permanente de médias à sa solde, qu'elle serait sociale et antilibérale, quand elle se développe sur le terreau d'un libéralisme devenu autoritaire. Voyez ci-contre les votes qu'elle produit.

C'EST METTRE EN OEUVRE UNE POLITIQUE SOCIALE, ÉCOLOGISTE, FÉMINISTE ET DÉMOCRATIQUE.

L'enjeu est historique. C'est un espoir qui se lève. Un souffle d'union des forces de progrès social et écologique, faisant converger les organisations syndicales, politique et associatives.

La FSU et la CGT appellent à voter, pour la première fois de leur histoire, pour un programme politique dans une élection.

Récemment avec l'expérience de la lutte contre les retraites, on constate que le syndicalisme est impuissant quand le débouché politique est absent. Le Nouveau Front Populaire est ce débouché attendu depuis si longtemps !

Cette union, en toute indépendance de chaque organisation, fédérée autour d'un programme pont,

est un chemin qui sort de la spirale infernale entre libéralisme autoritaire et extrême droite libérale et raciste.

Les partis de gauche ont entendu le mouvement social et ont pris leurs responsabilités face à la menace et au désastre d'un gouvernement d'extrême droite.

Ce nouveau Front populaire du XXIème siècle sera incarné par des candidatures uniques dans chaque circonscription, par des femmes et des hommes en lutte pour en finir avec la brutalité des politiques libérales et autoritaires qu'incarnent le président de la République : choc des savoirs, réforme de l'assurance-chômage, loi asile immigration, ...

Ce programme doit concrétiser les revendications populaires. C'est possible, malgré les polémiques et les attaques perfides que subissent les candidat-es.

Nous sommes dans ce moment historique d'union des forces syndicales, politiques et associatives. C'est une idée neuve à l'échelle de nos vies. Car 1936 est loin.

C'est une nouvelle invention qui est devant nous, invention démocratique, invention sociale, invention écologique, invention de liberté, invention de solidarité. Il y a tant de choses à inventer.

Assemblée nationale Qui vote quoi ?

	<input checked="" type="checkbox"/> Pour <input checked="" type="checkbox"/> Contre			
Abrogation de la réforme des retraites	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Augmentation du Smic	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Égalité femmes - hommes, droit à l'IVG	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Blocage des prix des produits de première nécessité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Préférence nationale	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Gel des loyers	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Limitation des Pfas (polluants éternels)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Élections législatives - 30 juin et 7 juillet

LE RN ET L'ÉCOLE : LE PROGRAMME ACTUEL, EN PIRE

Extraits d'un article de Philippe Watrelot, dans Alternatives Economiques

Dès 2017, le programme de ce qui était alors le Front national (FN) préconisait l'uniforme, mais aussi la « suppression progressive du collège unique et l'autorisation de l'apprentissage à 14 ans ». Sur la formation des enseignants, la proposition 68 du collectif Racine (think tank d'extrême droite) préconisait de supprimer les écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE, devenues INSPE) et de les remplacer par des « écoles normales régionales » qui délivreraient une formation centrée sur l'apprentissage disciplinaire, proscrivant les préten-

dues sciences de l'éducation. En 2022, le RN promettait que « le détail des programmes et les labels validant les manuels scolaires relèveront du ministre de l'Éducation nationale ». Priorité absolue au français, aux mathématiques et à l'histoire de France.

Les similitudes avec ce qui est/était dans les tuyaux des réformes macronistes sont évidentes, même si le RN peut aller beaucoup plus loin. Il prône le renforcement du « pouvoir de contrôle des corps d'inspection ». Là, encore, le RN peut aller ³ beaucoup

plus loin que la tendance actuelle.

L'enjeu de ce texte n'est surtout pas de conclure que c'est « bonnet blanc et blanc bonnet ». Qu'on ne s'y trompe pas. L'école avec le RN ce serait encore pire !

Ce qui est qualifié de « restauration » est en fait un programme de sélection renforcée et de tri précoce dans un système éducatif obsédé par la discipline et l'autorité.

Immense auteure de théâtre, grande voix du monde de la culture, autorité morale, la fondatrice du Théâtre du Soleil s'interroge à propos de la gauche, celle d'hier et donc celle de demain. Elle s'interroge sur l'après 7 juillet, dans l'hypothèse d'une majorité qui ferait advenir un gouvernement RN. Sans partager l'ensemble de son analyse, notamment son appréciation de la NUPES et ses doutes sur le Nouveau Front Populaire, nous pensons sa contribution utile pour alimenter notre réflexion.

«Qu'est-ce qu'on n'a pas fait ? Ou fait que nous n'aurions pas dû faire ? On pensait qu'on avait trois ans pour y réfléchir et soudain, ce geste du président de la République – ce geste d'adolescent gâté, plein de fureur, de frustration et d'hubris – et nous n'avons plus que trois semaines.

Aucune organisation sensée, aucune réflexion n'est possible. Emmanuel Macron aurait pu dire : «Je dissous le premier septembre». Non ! Il veut punir. Il déverse un bidon d'essence sur le feu qui, déjà, couvait. Il met le feu à notre maison, à notre pays, à la France.

Et il regarde tout le monde s'agiter pour sauver quelques meubles, quelques souvenirs, des photos. Je crains que, quelles que soient les paroles qui me viennent aujourd'hui, elles ne soient qu'un cri d'effroi devant la catastrophe qui s'avance vers nous.

Une catastrophe politique, sociale, symbolique et, pour certains d'entre nous, pour les artistes entre autres, morale.

«Oui, nous allons nous trouver très vite, immédiatement peut-être, devant un dilemme moral : que ferons-nous lorsque nous aurons un ministère de la Culture RN, un ministère de l'Éducation nationale RN, un ministère de la Santé RN ? Un ministère de l'Intérieur RN ?

Je ne parle pas de l'incompétence probable, que je mets à part. Je parle du moment où nous risquons de devenir des collaborateurs. Oui, à quel moment doit-on cesser de faire du théâtre sous un gouvernement RN ? Jusqu'où fait-on semblant de ne pas voir la détérioration des libertés et des solidarités ? Jusqu'à quand ?

Concrètement, à quel moment la démocratie est-elle subrepticement, puis notoirement, attaquée ? Que fait-on à la première loi qui passe et qui restreint arbitrairement les libertés ? A quel moment j'arrête ? Quand décide-t-on de fermer le Soleil (théâtre du) ? Ou, au contraire, va-t-on se raconter qu'on résiste de l'intérieur ?

«Les loups qui s'approchent joueront les renards. Ils peuvent aussi nous gêner, nous flatter, nous financer. Avant de nous assujettir et de nous déshonorer.». Ces questions me hantent. Je ne veux pas être un personnage de la pièce que nous avons joué en 1979, Mephisto, d'après Klaus Mann.

UN FRONT LE PLUS LARGE POSSIBLE

«Lorsque je parle ainsi, c'est parce que, les RN, je les vois déjà aux manettes, en raison du bref laps de temps qui demeure

pour empêcher leur arrivée. J'attends de lire le programme de ce Front dit "populaire". Je l'espère de mes vœux, je le souhaite le plus large possible, sinon, ce n'est pas un front.

«Je ne pourrai accepter ce qui ne serait qu'un nouveau masque de certains leaders de cette Nupes qui nous a fait tant de mal, car la politique ne doit pas être que tactique cynique au service de convictions plus brutales que sincères. Elle doit se fonder sur la vérité et l'amour de l'humanité.

«J'ai 85 ans et j'ai grandi avec cette certitude partagée par ma génération, qu'on allait vers le mieux, grâce notamment au programme du Conseil national de la Résistance. La situation actuelle était donc, pour moi, inenvisageable, jusqu'en 2002, quand, pour la première fois, le FN est arrivé au second tour de l'élection présidentielle. Depuis, c'est ma hantise.

Macron est bien trop petit pour porter, à lui seul, la totalité du désastre. Je nous pense, en partie, responsables, nous, gens de gauche, nous, gens de culture. On a lâché le peuple, on n'a pas voulu écouter les peurs, les angoisses. Quand les gens disaient ce qu'ils voyaient, on leur disait qu'ils se trompaient, qu'ils ne voyaient pas ce qu'ils voyaient. Ce n'était qu'un

sentiment trompeur, leur disait-on. Puis, comme ils insistaient, on leur a dit qu'ils étaient des imbéciles, puis, comme ils insistaient de plus belle, on les a traités de salauds. On a insulté un gros tiers de la France par manque d'imagination. L'imagination, c'est ce qui permet de se mettre à la place de l'Autre. Sans imagination, pas de compassion.

Il n'y avait autrefois aucun professeur qui votait FN. Comment se fait-il qu'il y en ait aujourd'hui ? Et tant d'autres fonctionnaires, si dévoués pourtant à la chose publique, qui votent RN, chaque fois davantage ? Aujourd'hui, je ne suis pas certaine qu'une prise de parole collective des artistes soit utile ou productive. Une partie de nos concitoyens en ont marre de nous : marre de notre impuissance, de nos peurs, de notre narcissisme, de notre sectarisme, de nos dénis.

J'en suis là. Une réflexion très sombre, incertaine et mouvante. «Heureusement, nous, nous avons le public, et moi, j'ai la troupe. Heureusement, mon dieu, que je les ai, à mes côtés. Il y a de la bienveillance, de l'amour, de l'amitié, de l'estime, de la confiance. Avec ça, on résistera.»

ARIANE MNOUCHKINE

MARCHE DES FIERTÉS LE 6 JUILLET APRÈS-MIDI. VILLAGE ASSOCIATIF PLACE DES JACOBINS AU MANS

L'intersyndicale de l'éducation appelle à défilé 6 juillet prochain dans la marche des fiertés au Mans

TOUTES ET TOUS DANS LES MARCHES DES FIERTÉS !

Il est temps d'assurer l'inclusion et la visibilité de toutes les personnes LGBTQIA+, tout en assurant leur protection : c'est le mot d'ordre des marches des fiertés 2024. Elles sont de plus en plus nombreuses sur notre territoire d'avril à octobre, mais leur réussite nécessite un maximum de participations. Aussi notre intersyndicale de l'éducation invite tous et toutes les syndiqués qu'ils soient LGBTQIA+, proches, ou citoyennes à participer aux marches des fiertés en masse partout dans le pays.

Les démonstrations festives de la diversité sont autant de résistances à la grave dégradation du débat public sur la diversité, aux actes et aux idéologies violentes et discriminatoires contre les personnes LGBTQIA+. Ce sont autant de moments de visibilité essentiels pour rappeler que nous

sommes toutes et tous égaux et égales, pour permettre à toute personne LGBTQIA+ de s'identifier à un groupe inclusif et de faire face à ces trop nombreuses attaques.

C'est particulièrement sensible pour toutes et tous et singulièrement les personnels de l'éducation parce que :

- l'actualité est marquée par une augmentation des actes LGBTIphobes de plus en plus violents, et des offensives transphobes, guidées en premier lieu par la droite et l'extrême droite.
- La loi de la honte votée par le Sénat, avec la lâcheté du Gouvernement se limitant à émettre un avis de sagesse, remet en cause les droits des mineures trans et leur accompa-

gnement médi- cal. Cette focalisation du débat sur l'infime partie des enfants trans pris en charge conduira inévitablement à les mettre en danger, en plus de continuer à oublier la large majorité non prise en charge.

- Depuis le mois de janvier, notre société a pris conscience des manquements importants d'établissements privés sous contrat en matière d'éducation à la vie affective et sexuelle, et dans l'application de la circulaire de septembre 2021 sur l'accueil des élèves trans. Cela contribue aussi à mettre en danger des enfants et des jeunes, en laissant libre cours à des discours et pratiques LGBTIphobes.
- Les deux premiers lieux de discrimination pour les personnes LGBTQIA+ sont, de manière constante, le milieu scolaire et universitaire et celui du travail.